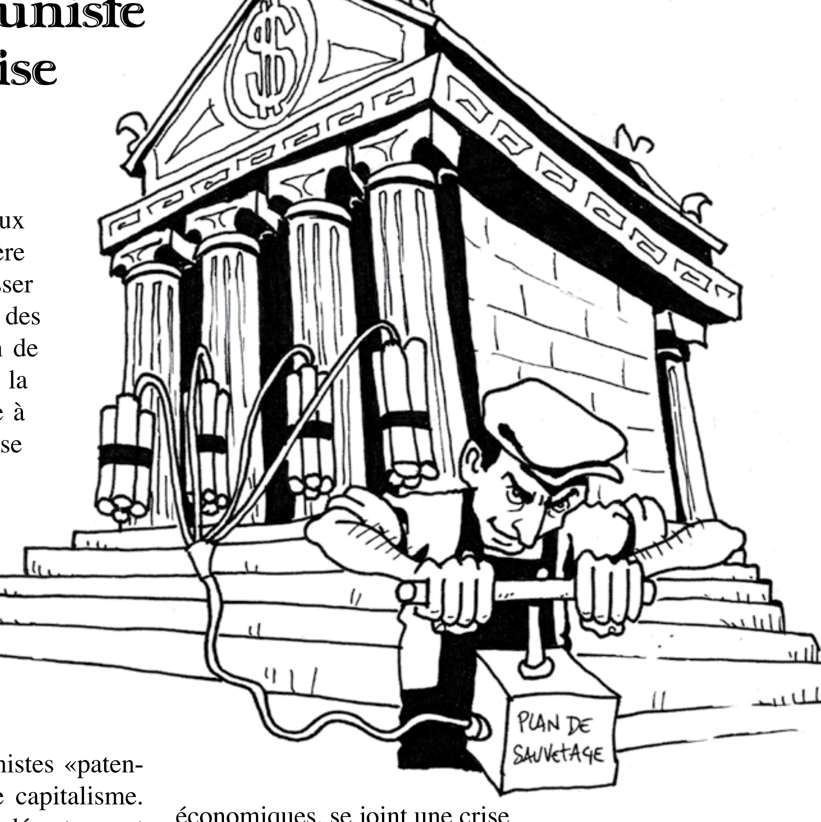


Le capital en déroute

Une analyse communiste libertaire de la crise

Texte diffusé à Montréal le 1er mai 2009



La crise des « subprimes » qui a éclaté aux États-Unis s'est transformée en crise financière mondiale. Cette crise, qu'on tente de faire passer pour une simple récession, est en fait l'une des plus profondes depuis la grande dépression de 1929. Dès lors, le capitalisme, au bord de la faillite, lance un vibrant (sic) appel à l'aide à l'État et exige des salarié-e-s qu'ils et elles se responsabilisent et acceptent de faire les frais de cette crise en réduisant leur salaire. Évidemment, personne n'est insensible aux flots de licenciements et aux nombreux ménages qui se retrouvent en situation difficile après avoir subi les conséquences de cette conjoncture économique.

Nombreux sont les «experts» et les économistes «patentés» qui interviennent afin de réhabiliter le capitalisme. Ils soutiennent en effet que les causes de ce désastre sont extérieures ou étrangères au système. Tel n'est pas notre avis. Il est temps de parler franchement et d'identifier ce que nous croyons être les véritables raisons du cataclysme économique actuel qui nous touche tous et toutes.

2007-2009 : d'une crise à l'autre.

Depuis l'éclatement de la bulle spéculative de 2007, les bourses se sont effondrées avec les conséquences que l'on connait : pertes d'emplois massives, diminution des salaires dégradation des conditions de travail, hausse des prix des aliments et des loyers, inflation, etc. Au Canada, la crise a déjà provoqué des dégâts considérables. Entre octobre 2008 et mars 2009, 357 000 emplois ont été perdus (-2,1%). Il s'agit du taux le plus élevé depuis la récession de 1982. Au Québec seulement, 55 000 travailleurs et travailleuses ont perdu leur emploi pendant la même période et le chômage s'est accru de 1,1% pour passer à 8,3%. Le Conference Board of Canada, un institut économique de droite qui plaide en faveur du capitalisme sauvage depuis des années, est de plus en plus pessimiste quant à la reprise économique, allant même jusqu'à affirmer que le taux de chômage pourrait atteindre les 9,5% d'ici 2010.

En parallèle, nous avons assisté à une hausse de l'inflation de 2,4% en 2008. Celle-ci est due en grande partie à l'augmentation du prix des aliments de 7,4% (à lui seul, le prix des légumes frais a augmenté de 25,8%) et à l'augmentation du coût des logements de 3,0% entre février 2008 et février 2009. Ici, les effets commencent à peine à se faire ressentir alors qu'ailleurs sur la planète, ces augmentations ont poussé les gens à descendre dans la rue et à se révolter contre la « vie chère » provoquée par les capitalistes et les gouvernements. Pour la seule année 2008, le prix du riz a augmenté de 30%, ce qui représente jusqu'à 70% des revenus dans les pays en développement. Cette hausse constitue une catastrophe pour des milliards de personnes dont l'alimentation repose en bonne partie sur cet aliment. C'est, entre autres, parce que les grands de la finance se sont mis à l'abri derrière des valeurs refuges, comme les titres attachés aux biens alimentaires, que la crise financière a provoqué une crise alimentaire. Un phénomène qui a entraîné des pénuries de denrées essentielles et des famines dans un nombre toujours croissant de pays, alors que le gaspillage et la destruction systématique de production continuaient dans les pays riches! Une absurdité alors que l'humanité n'a jamais produit autant de richesses! À ces crises alimentaires et économiques, se joint une crise écologique majeure (et quasiment irréversible), provoquée par la recherche désespérée du profit maximal sans autres considérations.

Malgré la hausse générale de l'indice des prix à la consommation, pour cette même période, le prix des matières brutes a chuté drastiquement de 30,7%! Pourtant, les patrons profitent de cette crise pour mettre en place des mesures de rationalisation afin de maintenir leur marge de profit, c'est-à-dire en imposant des détériorations des conditions de travail, en diminuant des primes de retraites, en ayant recours au lock-out ou en licenciant massivement les travailleurs et les travailleuses. On n'a qu'à penser à Rio-Tinto-Alcan qui a mis à pied 1100 employé-e-s (et qui en licenciera potentiellement 2000 de plus), à Bombardier qui a licencié près de 4000 employé-e-s, à Pratt and Whitney plus de 500, ou encore le Journal de Montréal qui a mis en lock-out plusieurs centaines d'employé-e-s, etc.

C'est au cœur du système qu'on trouve les causes de la crise, pas ailleurs!

Les crises économiques ne sont pas un phénomène nouveau, le capitalisme a toujours connu de telles secousses. Plusieurs économistes se sont penchés sur l'étude de ce phénomène. Pour les économistes libéraux et néolibéraux, le marché est une donnée naturelle et s'il n'y a pas équilibre, c'est forcément à cause d'éléments extérieurs. Bref, c'est toujours la faute des autres! Pour les économistes keynésiens (les réformistes de gauche), la crise survient lorsqu'il y a une diminution de la demande. Il faut donc la stimuler pour relancer l'économie. Ces deux visions sont incomplètes et laissent croire en un capitalisme qui pourrait mieux fonctionner.

Nous croyons plutôt que l'explication des crises est à rechercher ailleurs, à savoir dans le besoin nécessaire de profits toujours croissants et le besoin d'acheteurs (débouchés) pour rendre possible la réalisation des profits. Il y a ici toute la contradiction sur laquelle repose l'ensemble du système capitaliste. La recherche de profits sur les investissements force les capitalistes à augmenter sans cesse la productivité par tous les moyens nécessaires. Il en résulte donc un phénomène de surproduction et non de sous-consommation. C'est cette recherche effrénée d'accumulation du capital (profit) par une hausse constante de la productivité et une diminution de la masse salariale

Suite en page 2

—Perspectives libertaires—

Et s'il n'y avait pas de complot?

Les médias ne font que traiter de la fameuse Grippe A(H1N1) actuellement. La peur s'empare de tous, tout le monde peut y passer (c'est fou comme on peut réussir à faire oublier une crise économique rapidement). Les adeptes de la théorie du complot sont aux anges et ne cessent d'inventer des théories plus loufoques les unes que les autres. C'est une famille qui veut prendre le contrôle de la planète; ce sont les compagnies pharmaceutiques qui ont créé la maladie pour vendre des vaccins, etc.

Et s'il n'y avait pas de complot?

Si les élites n'avaient pas besoin de faire des complots pour contrôler la population? Les financiers et les industriels ne contrôlent-ils pas déjà toute l'économie, les médias et le gouvernement? Ne le font-ils pas à visage découvert d'ailleurs, sans que personne ne s'en offusque plus qu'il ne le faut? Un homme comme Paul Desmarais n'est-il pas PDG de Power Corporation, qui gère le groupe Gesca (médias tels que La Presse, Le Soleil etc.), le Groupe Investors et tous les pouvoirs qui viennent avec, sans qu'on ne crie au complot? Ce même Desmarais n'a-t-il pas ses entrées depuis longtemps au gouvernement canadien (Trudeau, Martin, Chrétien et Mulroney font tous partie de ses anciens employé-e-s) et au gouvernement français avec Sarkozy sans que personne ne s'en soucie outre mesure? Est-il vu comme un comploteur pour autant? Ce n'est qu'un exemple parmi tant d'autres…

Warren Buffett, qui est considéré actuellement comme le deuxième homme le plus riche au monde selon le magazine Forbes, a déjà dit : « Il y a une guerre des classes, c'est un fait, mais c'est ma classe, la classe des riches qui mène cette guerre, et nous sommes en train de la gagner. » Cette phrase démontre à elle seule comment les grands financiers, industriels et politiciens de ce monde nous rient en pleine face, sans se cacher. Et même si cette domination était le fruit d'un complot, qu'est-ce que ça changerait à la réalité actuelle?

Et si on s'organisait pour faire ravaler ses paroles à ce charognard de Buffett? Si on décidait de se lever et de la mener cette lutte de classe, maintenant, sur nos lieux de travail, à l'école, dans nos quartiers, partout?



Contre-manif PRO-CHOIX

Depuis 4 ans, les anti-avortements organisent une prière silencieuse le premier dimanche d'octobre devant le Centre Mère-Enfant à Québec. Pour la troisième année consécutive, les libertaires leur contestaient la rue. Nouveauté cette année, les anti-avortements avaient explicitement demandé la protection de la police... qui n'a rien trouvé de mieux à faire que de les mettre dans un enclos! Comme d'habitude, la contre-manif fut organisée par Ainsi squattent-elles et le Collectif La Nuit (UCL-Québec). (Photo: Voix de faits)

Suite de la une...

qui entraîne une tendance à la baisse du taux de profit. La crise devient donc un phénomène inévitable et est revitalisante. La production excédentaire est détruite et l'économie se rééquilibre un peu, en éliminant ses secteurs moins rentables. C'est le moment des fusions et des faillites qui permettent une concentration accrue des richesses. Tout est en place pour le redémarrage du capitalisme vers la prochaine crise.

Les riches propriétaires de compagnies vont tenter par tous les moyens nécessaires de freiner la tendance à la baisse du taux de profit. Parmi ceux-ci on retrouve notamment : l'expansion impérialiste vers de nouvelles matières premières moins coûteuses ou vers de nouveaux marchés, le cheap labor, la privatisation, etc. La financiarisation à outrance de l'économie est également source de haut taux de profit. C'est l'extension significative du crédit au 20e siècle qui a permis de jeter les bases de la généralisation du monde de la finance. Puis, au courant des années 1970, la fin des accords de Bretton Woods a permis à la finance d'exploser sans aucune restriction ni règle pour encadrer ce marché fictif. Fictif, parce que les banques et les grands financiers ont développé tout un arsenal d'opérations financières où il est possible de faire de l'argent... avec de l'argent, l'alchimie contemporaine!

La financiarisation de l'économie a rendu moins fréquente (mais plus violente) la menace de crise générale. En effet, le crédit permet de cacher l'existence d'une surproduction en permettant à l'économie de fonctionner quand même mais sur l'endettement. Évidemment, les soubresauts financiers, quant à eux, sont fréquents. Cela revient à dire que l'argent fictif s'envole souvent en fumée, sans entraîner pour autant l'ensemble de l'économie. Cependant, lorsque des empires se construisent sur cet argent fictif, les risques de débandades incontrôlables sont décuplés. C'est ce qui explique, en partie, la raison pour laquelle, d'une crise financière entourant les titres PCAA (papier commercial adossé à des actifs), nous sommes désormais aux prises avec une crise économique générale.

L'État complice : de droite à gauche, des solutions inutiles et illusoires

L'État est à la fois complice de l'effondrement du système capitaliste et un acteur essentiel à son relèvement. Il est complice par son appui éhonté aux grandes multinationales. En effet, les gouvernements mettent en place un éventail d'outils qui servent à l'expansion de la financiarisation, à l'exportation des capitaux et à l'exploitation des humains et de la nature. Les États sont toujours prêts à user du bâton ou de la carotte afin de permettre à des compagnies de créer de nouveaux profits. Ils mettent aussi en place un vaste contrôle de la population, que ce soit par les mises en scène électorales ou par la répression, afin de permettre aux grandes compagnies de continuer à exploiter et polluer.

L'État est aussi une condition essentielle au rétablissement de la bonne marche de l'économie. Grâce aux fonds publics et au recours aux déficits, diabolisés en temps de prospérité, l'État devient l'outil central pour sauver une compagnie ou une banque en épongeant ses dettes ou encore pour stimuler l'économie. En temps de crise, il peut aussi servir à assurer la subsistance à des milliers de chômeurs et de chômeuses, dont l'existence permet d'exercer une pression à la baisse sur les salaires. Donc, il se trouve à être le vecteur essentiel rendant possible le redémarrage de l'exploitation.

En Amérique du Nord, nous avons pu voir où nous menaient les politiques des grands partis de droite. Tous et chacun épousent, à des degrés divers, les idées néolibérales: coupures, privatisations, déréglementations, etc. Par contre, face à ces partis traditionnels se lèvent de nouvelles forces, représentées entre autre par les partis sociaux-démocrates et « socialistes » qui prétendent vouloir faire différemment. Le problème de ces partis de gauche, c'est qu'ils refusent de s'attaquer aux fondements du système et se contentent d'agir de façon superficielle. On propose du logement social, on propose de meilleures aides gouvernementales, on propose des taxes plus importantes aux compagnies, sans jamais mentionner que si on en est là aujourd'hui, c'est que le système est ainsi fait, les injustices en sont le fondement et l'exploitation le ciment. Bref, les partis de gauche proposent de donner un coup de peinture sur une maison qui est sur le point de s'écrouler en espérant en faire une demeure agréable. Balivernes!

Et les syndicats dans tout cela? L'union quosse ça donne?

Historiquement, le syndicalisme s'est toujours dressé comme une force, comme la force des travailleurs et des travailleuses réuni-e-s, afin de faire obstacle à l'exploitation et à la misère. Cependant, aujourd'hui, les syndicats jouent un rôle indispensable au maintien du système capitaliste et celui-ci est primordial en période de crise. La fonction principale du syndicat est de maintenir les conditions salariales au-dessus du minimum physiologique calculé par les capitalistes. Bref, les syndicats négocient les conditions d'exploitation des travailleurs et travailleuses. En contrepartie, la bureaucratie syndicale assure un certain niveau de production et une « paix sociale » marchandée selon la conjoncture économique. Les syndicats demanderont des hausses de salaires en période de croissance économique et la protection des négociations précédentes en période de ralentissement. Il est donc à l'avantage des syndicats d'exiger une exploitation de la force de travail supérieure en période de crise afin de favoriser une reprise économique rapide et ainsi reprendre les négociations des conditions de travail. Puisque les syndicats ont abandonné depuis longtemps l'idée de renverser le capitalisme ou même de lutter de manière efficace contre le patronat, il est plus que nécessaire que les travailleurs et les travailleuses s'organisent indépendamment des hiérarchies syndicales, à l'intérieur comme à l'extérieur des syndicats. La radicalisation des luttes et la création de tendances autonomes, refusant toute forme de compromis au sein même des syndicats, par les travailleurs et travailleuses, ne pourra qu'accroître l'efficacité de celles-ci et créer des liens de solidarité entre les différentes luttes.

Redistribuez la richesse ou nous irons nous servir!

Évidemment le capitalisme trouvera peut-être une sortie de crise en permettant au capital d'être à nouveau accumulé sans entraves. L'État et les partis de droite comme de gauche continueront à être complice du capitalisme et à lui permettre de se relever rapidement pour reprendre le cycle qui nous mènera à une nouvelle crise. Les syndicats, quant à eux, achèteront la «paix sociale» à coup de petites augmentations salariales insignifiantes et de légères améliorations de nos conditions de travail. Seule notre classe est capable de mettre fin au capitalisme. C'est à nous et à nous seul-e-s, travailleurs et travailleuses, précaires, étudiants et étudiantes, de porter le coup fatal et de créer une société dans laquelle la production et la consommation reposeront sur la devise: « De chacun selon ses moyens, à chacun selon ses besoins ». Nous ne devons pas lutter pour un capitalisme « plus humain » mais bien pour un système dans lequel l'État, les classes sociales, l'exploitation et l'oppression seront abolis. Aucun réformisme n'y changera quoi que ce soit, seule une révolution y parviendra. Il faut donc dès maintenant s'organiser et riposter coup pour coup contre ces riches.

Contre les licenciements, réapproprions-nous les entreprises et autogérons-les!

Contre les propriétaires qui nous foutent à la rue, exproprions-les et administrons nos milieux de vie nous-mêmes!

Contre l'État qui chaque jour nous opprime et nous humilie, appelons à la grève générale!

—International—

Solidarité avec la FAG (Brésil)

L'UCL a signé un appel international à la solidarité et au soutien face à l'agression par la police du siège de la Federação Anarquista Gaúcha (Brésil).

Jeudi le 29 octobre 2009, la police civile de Rio Grande do Sul, commando au service de la Gouverneure Yeda Crusius, a fait irruption au local de la Fédération Anarchiste Gaucha. La police a saisi du matériel divers, comme des affiches, des procès-verbaux de réunions, la CPU d'un ordinateur, et même les poubelles du local. Elle a aussi tenté d'intimider ceux qui ne faisaient qu'apporter leur solidarité et qui se trouvaient enregistrés sur le site web de l'organisation. Il y a deux compañeros inculpés.

Cela fait des années que les compañeros et compañeras de la FAG luttent contre l'exclusion et la précarité, en défendant la justice et des conditions de vie dignes. Leur travail avec les chiffonniers et cartonniers, avec les sans toit, avec les sans terre, est bien connu. En définitive, un travail qu'ils mènent depuis des années avec ceux d'en bas.



C'est là le motif pour lequel la police de l'État du Rio Grande do Sul a exercé la répression contre les compañeros et compañeras de la FAG, un État plongé dans des scandales de corruption et qui adopte une attitude répressive face aux collectifs et organisations qui exercent simplement leur liberté d'expression pour critiquer les différentes politiques antipopulaires du gouvernement. C'est là la réponse gouvernementale face au refus social. Et la FAG n'est pas la première agressée, il faut rappeler l'assassinat du paysan sans terre Elton Brum ou la mort de Marcelo Cavalcante en février dernier.

La Confédération Générale du Travail (CGT) de l'État espagnol tient à faire part de sa plus énergique condamnation devant ces actes répressifs. Nous voulons dénoncer l'incongruité de la politique gouvernementale brésilienne, une politique de droite avec un discours de gauche. Une politique qui est régie par les mêmes paramètres économiques que dictent les multinationales, et qui applique par conséquent les mêmes tactiques militaristes et répressives.

Non seulement nous condamnons la répression gouvernementale, mais nous voulons aussi manifester notre solidarité et notre soutien aux compañeros et compañeras de la FAG pour le travail qu'ils réalisent avec les gens simples de leur peuple, un travail constant et tenace que les pouvoirs gouvernementaux ont prétendu faire cesser au moyen de la terreur, de l'intimidation et de la répression, mais nous sommes certains qu'ils ne vont pas y parvenir.

En ces moments, nous considérons que les marques de soutien et de solidarité sont importantes, c'est pourquoi la CGT lance un appel aux différentes organisations et collectifs à rendre visible leur condamnation de ces agressions.

Vivent ceux qui luttent!

Secrétariat Permanent de la CGT

Appel contre-signé par une vingtaine d'organisations libertaires un peu partout dans le monde.



Cause commune est le journal de l'Union communiste libertaire (UCL). 4000 exemplaires de ce journal sont distribués gratuitement par des militantes et militants libertaires, membres ou non de l'organisation. *Cause commune* se veut un tremplin pour les idées anarchistes, en appui aux mouvements de résistance contre les patrons, les proprios et leurs alliés au gouvernement. Vous pouvez soumettre un texte ou nous faire part de vos commentaires en écrivant à journal@causecommune.net. Si le journal vous plaît et que vous voulez aider à le diffuser dans votre milieu, contactez le collectif de l'UCL le plus près de chez-vous.

Contacts locaux de l'UCL:
ucl.stjerome@causecommune.net
ucl.saguenay@causecommune.net
ucl.quebec@causecommune.net
ucl.montreal@causecommune.net

Ce sont les membres de l'organisation qui paient l'essentiel des frais de *Cause commune*, un peu plus de 500$ par numéro, avec leurs cotisations (entre 1,5% et 3% du salaire). Le reste vient de contributions volontaires et d'activités de financement.

Pendant ce temps en Espagne...

Tentative de coordination de plusieurs tendances libertaires en Andalousie

Les initiateurs et initiatrices de la rencontre des mouvements sociaux et syndicaux alternatifs (1) des 20-21-22 novembre 2009 à Cordoba, où il fut question de trouver des alternatives anticapitalistes à la crise économique en Andalousie, se sont défendus dès le départ de vouloir créer une nouvelle structure organisationnelle permanente (2). Et effectivement, rien de tel n'a été mis sur pied, mais les groupes présents ont affirmé une vague volonté de se coordonner davantage afin de s'entraider mutuellement. Le mouvement anarchiste serait-il dans une impasse organisationnelle dû une conjoncture politique défavorable ? Doit-on se résigner à voir dans cette confusion un mal nécessaire lié à l'un des piliers de la pensée libertaire, l'anti-autoritarisme ?

Esquisse d'une longue et forte tradition anarchiste

Bien que l'Espagne soit apparue longtemps comme un des lieux phares de l'anarchisme par l'entremise de la Fédération anarchiste ibérique (FAI) mais surtout de la mythique Confédération nationale du travail (CNT) (3), il n'en demeure pas moins qu'à l'heure actuelle, la situation n'est plus ce qu'elle était. En effet, décimé en grand nombre par les troupes fascistes entre 1936 et 1939 et traqué pendant 40 ans par la dictature franquiste (4), les militant-e-s libertaires se sont vus confiné-e-s à la marginalité et plus souvent qu'autrement, à la clandestinité.

En 1976, la dite « transition démocratique espagnole » suite à la mort de Franco ouvre certains espaces de liberté -entre autre syndicales-, mais n'aura pas pour effet de relancer en grande pompe un mouvement anarchiste agonisant. Sa lente reconstruction se présentera en 2009 comme un horizon atomisé d'organisations diverses incapables de faire face aux attaques généralisées des capitalistes et de leur État, encore moins de construire une perspective révolutionnaire. Néanmoins, les fronts de luttes sont multiples et tentent autant que possible de contenir les assauts de la droite économique, politique et morale, comme de la gauche social-démocrate (5). De l'anarcho-syndicalisme aux collectifs de pédagogie libertaire, en passant par les centres sociaux autogérés développés par les courants «anarcho-autonomes», le paysage libertaire espagnole demeure vaste et imprévisible. Des petits collectifs tombent, d'autres se forment, et on recommence... En ce sens, les tentatives organisationnelles qui s'inscrivent dans la durée apparaissent de plus en plus nécessaires, mais cause des maux de têtes à ceux et celles qui tentent de les implanter.

Unité, autonomie, diversité : mieux s'organiser pour mieux lutter

Quelles réflexions pouvons-nous tirer de cette situation ? Au Québec comme en Espagne, les anarchistes ont toujours eu de vives discussions au sujet des structures qui doivent servir de point d'ancrage aux différentes luttes contre le capitalisme, le racisme, le patriarcat et l'État. De par ses assises théoriques et politiques basées entre autre sur la démocratie et l'action directes, l'anarchisme propose une critique particulièrement intéressante du pouvoir, qui n'est pas sans poser des « problèmes » concrets sur le plan de l'organisation. En ce sens, l'anti-autoritarisme inhérent aux visées libertaires enrichi certainement nos débats à propos des modes d'action et d'organisation à préconiser, mais prête également le flanc à des stratégies de « réseaux » voire parfois de « désorganisation » qui méritent d'être questionnées.

Dans un autre ordre d'idée, la suspicion issue de l'instrumentalisation des luttes sociales et ouvrières par les partis politiques ou encore par les grandes centrales syndicales semble toujours faire son œuvre. En ce sens, un certain malaise demeure quant à l'idée de faire des alliances, ou pire de s'intégrer dans une organisation qui dépasse le cadre d'un collectif affinitaire. Évidemment, on ne pourrait se passer de faire la critique de la récupération ou du détournement des combats anarchistes par des forces sociales modérées ou réactionnaires. Néanmoins, ne serait-il pas le temps de se constituer autour d'une force sociopolitique anarchiste unitaire mais diversifiée dans ses modes d'action, cohérente et coordonnée, possédant une capacité de mobilisation et d'intervention réellement déterminante dans la vie politique ? Ce qui est clair, c'est que de l'autre côté de la barricade, nos adversaires possèdent des capacités de propagande idéologique, d'organisation politique et de répression policière très efficaces, face auxquelles nous sommes plus souvent qu'autrement désarmé-e-s dû, entre autre, à notre éclatement.

Notes :

1) Parmi les groupes présents : deux syndicats anarchistes (Confédération générale du travail et Confédération nationale du travail), un syndicat se réclamant du syndicalisme démocratique et d'action directe (Syndicat andalou des travailleurs et travailleuses) ainsi qu'une dizaine de collectifs libertaires impliqués dans diverses luttes populaires, surtout en ce qui à trait à la gentrification.

2) Lire en espagnol : http://www.forosocialsevilla.org/spip.php?article608

3) La CNT comptait lors de la guerre civile espagnole en 1936 près de deux millions de membres et se réclamait explicitement de l'anarcho-syndicalisme.

4) Le franquisme relève du régime fasciste établi par le général Francisco Franco qui organisa un soulèvement militaire en 1936 contre le gouvernement nouvellement élu du Front populaire.

5) Le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE), au pouvoir actuellement, s'inscrit pleinement dans une logique de collaboration avec les capitalistes. Le plan de sauvetage des banques de 9 milliards d'Euro voté en juin 2009 en est l'exemple récent le plus frappant.

Échangeur Turcot

La lutte s'intensifie.

Les deux dernières semaines n'ont pas été de tout repos pour les politicien-nes du sud-ouest montréalais. Tout d'abord, les récentes élections municipales les ont forcé-es à se mouiller dans le dossier de la réfection de l'échangeur Turcot, qui en plus d'être une catastrophe sur le plan de l'urbanisme, de l'environnement et de la santé, provoquerait l'expropriation de plus de 400 locataires en bordure de l'échangeur actuel. Les candidat-es de ce mauvais feuilleton électoral – qui en ont déjà lourd sur les épaules (et les poches) avec les récentes allégations de corruption et de collusion avec la mafia et les firmes de la construction – n'ont eu d'autres choix que de promettre de s'opposer au projet du gouvernement (qui couterait plus d'un milliard et demi de dollars).



Les membres de l'UCL-Montréal, mobilisé-es depuis près d'un an dans cette lutte, en ont profité pour produire un Cause Commune Express dénonçant le projet. Le journal a été distribué à plusieurs centaines de copies dans le quartier, entre autres lors du débat des candidats du sud-ouest. L'UCL a aussi, dans les dernières semaines, mené une vaste campagne d'affichage dans les quartiers du sud-ouest afin de dénoncer les éventuelles expropriations.

Le 4 novembre dernier, des citoyen-nes du quartier ont profité de l'heure de pointe du matin pour suspendre une énorme bannière sur une voie adjacente à l'échangeur afin d'alerter la population sur les impacts environnementaux du projet. Quelques jours plus tard, une manifestation regroupant environ 500 personnes a eu lieu dans le quartier afin d'envoyer un message clair au gouvernement: ne pas signer le décret permettant au Ministère du Transport du Québec (MTQ) d'amorcer les travaux et d'entamer les expropriations.

En parallèle, le BAPE a finalement rendu public son rapport, qui, sans être incendiaire, demande au MTQ de retourner faire ses devoirs. Rien de nouveau sous le soleil, le rapport du BAPE reprend les mêmes arguments et constats que les gens du sud-ouest ont plaidés lors des audiences. Cependant, fait important, le BAPE s'oppose fortement aux expropriations dans le quartier. Le BAPE, sous son couvert démocratique et participatif, est toutefois sans pouvoir réel et le gouvernement n'est aucunement tenu de respecter ses recommandations. C'est à nous maintenant, et non pas aux politiciens et aux technocrates, de décider de l'avenir de nos quartiers.

Patrimoine révolutionnaire

La Marseillaise canadienne

La Marseillaise canadienne est à la fois l'un des textes les plus romantiques et... étranges qui soit. Lors d'une manifestation en soutien aux deux députés républicains emprisonnés de Montréal-Ouest, en 1832, la troupe tire sur la foule et fait trois morts (voir la gravure d'époque à droite). Ces événements seront par la suite connus comme « le massacre du 21 mai ». Des assemblées de protestation sont tenues à Saint-Benoît, à St-Rémy de Napierville, à Chambly, à Saint-Hyacinthe, à L'Assomption, etc., et quelques 5000 personnes de langues et de croyances différentes assistent aux funérailles des martyrs. Une partie d'entre eux entonne « La Marseillaise canadienne ». Alors que la Marseillaise française est à la même époque interdite en France, la version canadienne la dépasse largement en radicalisme. Elle compte même de nombreux appels à l'anarchie au moins 8 ans avant que Proudhon ne fasse usage du terme... soi-disant pour la première fois.

Présence d'anarchisme avant l'heure en terre d'Amérique du nord ? Curieux hasard créé par la magie de la poésie ? À vous de juger, l'auteur nous est encore inconnu, de même que le rayonnement véritable qu'a eu cette chanson à l'époque. La seule chose qu'on sait, c'est que la Marseillaise canadienne sera à nouveau transformée plusieurs années plus tard pour devenir un hommage à Louis Riel, le métis pendu en 1885.



La Marseilaise canadienne (1832)

1.
Allons ! Enfants de la patrie,
Le jour de gloire est arrivé;
D'une trop longue tyrannie

Le sceptre de fer est usé (bis)
Entendez-vous tomber les chaînes
Des deux braves concitoyens ?
Le remords brise leurs liens
Liberté tu nous les ramènes!

Campagnards, citadins,
Formez vos bataillons!
Partons! Marchons!
Qu'un peuple entier
Suive nos pavillons

2.
Voyez quelle pompe s'apprête
Pour célébrer un si grand jour
L'anarchie entière est en fête,
Au souvenir de leur retour (bis)
On part, on, court, on a des ailes
Malgré la rigueur des autants,
Troupeaux de vieilles et d'enfants
Encombrent toutes nos ruelles

Campagnards, citadins,
Formez vos bataillons!
(...)

N.B. L'intégral est sur le blogue La Commune de l'UCL-Montréal à http://nefacmtl.blogspot.com/2009/09/la-marseillaise-canadienne.html

Sur les lignes...

Chronique syndicale

Conflits au Saguenay-Lac-Saint-Jean

À Dolbeau-Mistassini, la menace d'une fermeture définitive de l'usine de pâtes d'AbitibiBowater, qui comptait près de 280 travailleurs syndiqués en arrêt de travail depuis le mois de juin, provoque la colère et l'anxiété dans cette ville mono-industrielle du nord du Lac-Saint-Jean. Après s'être mise sous la protection de la loi sur les faillites en avril 2009, la multinationale explique qu'elle prépare une restructuration pour faire face à la diminution de la demande en pâtes et papiers, et ne cache pas qu'il y a très peu de chance de réouverture.

Fermeture «pour longtemps» à Dolbeau

Les 7 et 14 septembre, deux manifestations ont eu lieu réunissant respectivement environ 1500 et 5000 personnes. Les travailleurs ont habité pendant un certain temps un «village gaulois» de tentes devant l'usine et ont bloqué la route à des camionneurs envoyés par AbitibiBowater (ceux-ci avaient pour mission de sortir le matériel et le bois de l'usine). Dans les médias régionaux, la couverture des événements a été grandement centrée sur les élus et la Chambre de commerce, récupérant et masquant les actions des travailleurs.

Toute la communauté s'est mobilisée pour faire rouvrir l'usine et divers plans de sauvegarde ont été partagés. Un plan du Comité de soutien de l'usine de pâte AbitibiBowater a réclamé que la ministre des Ressources naturelles leur accorde le contrat d'approvisionnement (CAAF) de la scierie. Après quoi, les autorités de Dolbeau-Mistassini auraient exproprié la papetière et la scierie et le Comité de soutien les aurait géré.

Tout comme lors de la fermeture de l'usine d'Abitibi-Consolidated à La Baie en 2004, les gens de Dolbeau-Mistassini pourraient faire face à des moments très pénibles advenant la fermeture de l'usine. D'abord, beaucoup de gens déménageront ailleurs, le prix des maisons chutera, le nombre de faillites personnelles et commerciales grimpera, les PMEs des équipementiers et des sous-traitants qui travaillaient pour AbitibiBowater seront décimées et les problèmes sociaux augmenteront. Puisque le système capitaliste a sacrifié le futur de Dolbeau aux profits d'une multinationale, seule une communauté unie dans l'action pourra résister et créer des alternatives de développement. N'en déplaise à Jacques Brassard, l'espoir prend forme dans la lutte, légale ou illégale !

Aux dernières nouvelles, plus de 200 travailleurs de la scierie PFS de Saint-Fulgence, filiale d'Abitibi-Bowater qui a fermé, se retrouvent sur le chômage pour plus de 3 mois. La cinquantaine de travailleurs des scieries E. Tremblay d'Alma et de celle de Petit-Saguenay seront quant à eux prochainement mis à pied pour une durée indéterminée.

Grève sauvage à la mine Niobec

Le 26 octobre au soir, les mineurs qui rentraient travailler à la mine Niobec de Saint-Honoré, au Saguenay, propriété de la société Iamgold basée à Toronto, ont spontanément déclenché une grève et occupé la salle de cuisine. Les mineurs, excédés par les négociations qui avaient cours depuis 8 à 10 mois pour le réaménagement des horaires, ont effectué ce débrayage contre l'avis du syndicat. Le débrayage a été considéré illégal puisque la convention collective était encore en vigueur. Par cette action, les travailleurs ont dénoncé leurs horaires actuels – qui peuvent grimper jusqu'à 60 heures par semaine, à raison de 6 journées de 10 heures en ligne– et ont réclamé des horaires similaires à ceux de la mine Doyon de Val-d'Or, également propriété de Iamgold. Durant le débrayage, trois travailleurs non syndiqués ont continué l'extraction de minerai, mais les autres travailleurs dans la mine et à la surface se sont solidairement ralliés à l'arrêt de travail des mineurs.

Après un premier communiqué, où la direction a réclamé un rapide retour au travail sans accorder quoi que ce soit, celle-ci s'est par la suite engagée à poursuivre les négociations sur le réaménagement des horaires de travail. Le débrayage des travailleurs s'est terminé le 27 en fin d'après-midi.

Des menaces de poursuites contre les travailleurs ont été lancées par l'employeur, mais ont été retirées suite à la menace des travailleurs de reprendre le débrayage si le processus de poursuites ne cessait pas.

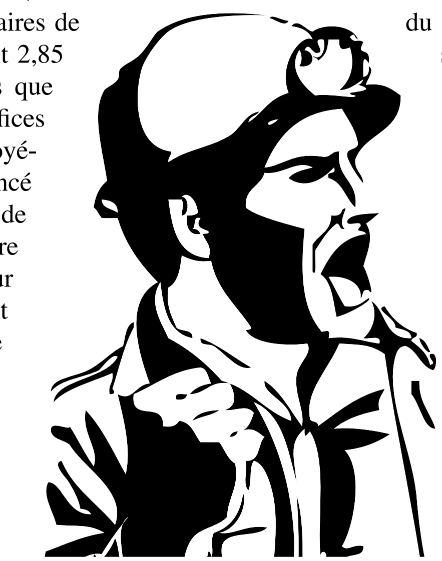
Saluons au passage le courage des mineurs qui, solidaires et déterminés à l'action directe par leurs conditions de vie, se sont tenus debout pour faire un face au patron.

Ontario

La mine aux mineurs !

Depuis le 13 juillet, près de 3 500 employé-es syndiqué-es de Vale Inco, une compagnie minière canadienne appartenant à la transnationale brésilienne Companhia do Vale Rio Doce (CVRD), sont en grève dans diverses régions, dont plus de 3 000 à Sudbury en Ontario. Le conflit résulte de la volonté de la compagnie d'exiger des diminutions drastiques au niveau des salaires et des conditions de travail, durement acquises dans les dernières décennies, alors qu'au même moment elle affiche des profits records.

CVRD, créée par le gouvernement brésilien en 1942, fut privatisée en 1997 pour la modique somme de 3,3 milliards de dollars US. En 2008, elle a généré un profit net record de 13,2 milliards de U$ et une hausse des dividendes aux actionnaires de 52 % comparativement à 2007, soit 2,85 milliards de U$, représentant plus que l'ensemble des salaires et des bénéfices marginaux de ses 100 000 employé-e-s. Depuis 2001, CVRD s'est lancé dans une vague d'acquisition de concurrents, dont l'énorme minière canadienne Inco en 2006, pour 19,9 milliards de U$, permettant ainsi l'achat du complexe de Sudbury, qui est le plus important gisement de nickel au monde (1). La transnationale brésilienne, qui est maintenant présente sur six continents, se classe au deuxième rang mondial des compagnies minières.





L'affrontement

Depuis 1997, CVRD affronte systématiquement ses ouvriers et ses ouvrières. Au Brésil, les emplois ont été précarisés et les travailleurs y sont congédiés pour la plupart après trois à cinq ans afin d'empêcher toute forme d'ancienneté. Avec la demande grandissante des économies émergentes pour les ressources minières et la course contre les nouveaux pays producteurs tels que la Chine, les géants miniers tentent évidemment de minimiser les coûts de production en coupant massivement dans les conditions des travailleurs. C'est dans ce contexte que, profitant de la crise qui frappe durement l'industrie ontarienne de l'automobile et de l'acier, CVRD décida d'exiger un gel salarial de trois ans, des modifications majeures du régime de retraite et de l'ajustement du salaire à l'inflation ainsi qu'une réduction considérable du bonus annuel lié au taux de profit sur la production de nickel, représentant en moyenne 25 % du salaire de base. Ce qui dans les faits ferait régresser les conditions des travailleurs trente ans en arrière (2). Les travailleurs de Sudbury, affiliés au syndicat des United Steel Workers (USW), n'avaient d'autre choix que de déclencher la grève.

Le syndicalisme nord-américain, plongé dans un marasme depuis de nombreuses décennies, fut rapidement dépassé par les événements. Les grévistes, dès la fin juillet, ont fait face à une injonction du tribunal les empêchant de bloquer les camions plus de quinze minutes. Dès lors, une quarantaine de grévistes ont été assignés à comparaître pour violation de l'injonction. Quelques semaines plus tard, l'Ontario ne possédant pas de législation anti-briseurs de grève comme le Québec, Vale utilisa évidemment des jaunes, qui sont pour la plupart des employés de bureau non grévistes membres des USW, pour faire le travail des grévistes. Ce qui isola encore plus les grévistes, pour qui la solidarité nationale et internationale s'était limitée jusqu'à tout récemment à quelques visites de chefs syndicaux et des lettres d'appui. Le mois d'octobre a cependant donné un peu d'espoir aux travailleurs en lutte avec la mise sur pied d'un comité d'appui des femmes, qui avait joué un rôle crucial dans la dernière grande grève de neuf mois en 1978-79, avec l'aide d'anciennes militantes. Ce qui pourrait ouvrir la porte à une certaine forme d'auto-organisation des grévistes. De plus, plusieurs syndicats de travailleurs de Vale ailleurs sur la planète ont intégré symboliquement les revendications de l'Ontario à leurs propres revendications, provoquant même la rupture des négociations dans deux mines au Brésil (1).

Malgré des pertes de plus de 500 millions de U$ pour CVRD depuis le début de la grève, il est évident que le syndicalisme traditionnel est de plus en plus impuissant face aux transnationales. L'auto-organisation des travailleurs et des travailleuses et l'internationalisation des luttes syndicales devront devenir le modus operandi de la lutte au 21e siècle.

(1) http://www.cahiersdusocialisme.org
(2) http://www.fairdealnow.ca